



Le 4 novembre 2015

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Chambre des communes  
Ottawa, ON  
K1A 0A6

Monsieur le Premier ministre,

Au nom des évêques catholiques du Canada, je vous félicite pour votre récente élection et votre assermentation, aujourd'hui, comme vingt-troisième Premier ministre du Canada. Nous tenons à vous assurer de nos prières et vous exprimer l'espoir de collaborer avec vous et tous les membres de votre cabinet sur des enjeux d'importance pour le bien commun des citoyennes et des citoyens de notre pays et de la communauté internationale.

Nous reprenons les mots qu'adressait le pape François aux membres du corps diplomatique accrédités près le Saint-Siège en vous disant notre « espoir d'un engagement commun... en faveur de la réconciliation, de la paix et de la défense de la dignité transcendante de la personne ». Nous avons conscience des immenses défis auxquels doivent faire face notre pays, notre culture, notre société, et donc aussi nos communautés croyantes. Mais également important, nous sommes convaincus que les solutions à ces problèmes peuvent se trouver dans le dialogue et la rencontre, le respect et la confiance mutuelle, un esprit renouvelé de coopération et une détermination commune à promouvoir le développement intégral, la stabilité politique et la coexistence civile pacifique.

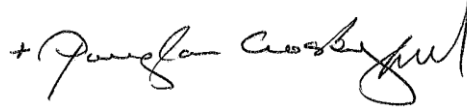
C'est dans cet esprit que nous voulons vous exprimer aujourd'hui notre espoir de pouvoir échanger et réfléchir avec vous et avec votre gouvernement sur quelques questions importantes d'intérêt commun. Il y en a cinq qui revêtent à notre avis une urgence particulière :

- Nous encourageons le Gouvernement du Canada, en concertation avec d'autres États et en collaboration avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux de notre pays, ainsi qu'avec les représentants de la société civile, les agences d'inspiration religieuse et les groupes d'intérêt, à agir de manière responsable face aux problèmes urgents d'ordre climatique, social et environnemental auxquels notre monde est confronté, comme l'a souligné avec force le pape François dans son encyclique *Laudato Si'*, publiée le 24 mai dernier. Toute la société doit s'impliquer, y compris l'industrie, pour qu'on adopte à propos du climat des ententes équitables, contraignantes et capables de changer vraiment les choses tant à l'échelle nationale qu'au niveau international.

- Peu après que la Commission canadienne de Vérité et Réconciliation eut rendu publics son rapport sommaire et ses appels à l'action, en juin, notre Conférence publiait une première réaction, en tant qu'assemblée nationale des évêques catholiques de notre pays. Notre déclaration réaffirmait notre intention de donner suite aux appels à l'action adressés spécialement à notre Église et traduisait par ailleurs un certain nombre d'inquiétudes que partagent plusieurs autres Canadiennes et Canadiens, autochtones et non autochtones. Nous tenions à faire ressortir le besoin d'un meilleur accès à l'éducation pour les autochtones, l'épidémie de meurtres et de disparitions de femmes autochtones, le besoin de milieux qui soutiennent les familles et les communautés autochtones et l'importance de faire en sorte que la justice et le système correctionnel canadiens s'adaptent mieux aux réalités autochtones.
- Un peu avant les élections, nous vous avons écrit, à vous et aux autres chefs des partis politiques nationaux, pour vous transmettre le souhait – que nous partageons avec d'autres Églises et d'autres communautés croyantes – que le Gouvernement du Canada, en collaboration avec tous les membres du Parlement, réagisse à la crise actuelle des réfugiés en élargissant, en accélérant et en facilitant le parrainage privé des réfugiés en cette période de besoin urgent.
- Une solution efficace et durable à la crise mondiale des réfugiés et des personnes déplacées exige un effort international déterminé pour résoudre les conflits qui perdurent au Moyen-Orient et en Afrique, ainsi qu'en Ukraine. Chacun de ces affrontements ne cause pas seulement d'immenses souffrances, mais menace la paix et la stabilité internationales. Notre Conférence entend continuer d'encourager le gouvernement fédéral à travailler avec d'autres États et avec la communauté internationale à protéger les populations agressées et à trouver des moyens diplomatiques de soutenir la paix et d'assurer la justice.
- Dans quelques mois, notre pays se heurtera à l'échéance d'une année fixée par la Cour suprême du Canada pour trouver une réponse législative à son jugement sur l'aide médicale au suicide. J'ai récemment exposé les inquiétudes des évêques catholiques du Canada au Comité externe sur les options de réponse législative à *Carter c. Canada*. Comme d'autres chefs religieux – chrétiens et fidèles d'autres grandes religions –, nous jugeons l'aide médicale au suicide éthiquement et moralement erronée. La décision de la Cour sème la division; des sondages indiquent que près des deux tiers des médecins canadiens refuseraient de prêter assistance à des suicides de cette nature. À l'inverse, nous avons pu observer qu'il y a pratiquement consensus au Parlement canadien sur la nécessité d'améliorer en priorité l'accès aux soins palliatifs. À la demande unanime de mes frères évêques, je presse le Gouvernement du Canada d'invoquer la disposition de dérogation afin de protéger les personnes malades, handicapées, socialement et économiquement vulnérables, ainsi que celles qui en prennent soin, notamment leurs proches et les professionnels de la santé. Nous sommes convaincus que notre pays et ses législateurs ont besoin de plus de temps pour étudier avec soin la décision de la Cour et mesurer le grave risque social que feraient peser des politiques de suicide assisté et d'euthanasie.

Nous espérons avoir l'occasion d'aborder ces problèmes, et d'autres sujets, avec vous et avec vos ministres. Encore une fois, avec mes frères évêques, je vous assure de nos prières en vous offrant nos meilleurs vœux et en vous réitérant l'espoir que nous avons de pouvoir dialoguer avec vous et votre gouvernement dans un climat de confiance et de respect mutuels.

Acceptez, Monsieur le Premier ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

A handwritten signature in black ink, reading "Douglas Crosby". The signature is written in a cursive style with a small cross at the beginning.

Mgr Douglas Crosby, OMI  
Évêque de Hamilton et  
Président de la Conférence des évêques  
catholiques du Canada